

**DÉCLARATION DU KASHAG À L'OCCASION DU SOIXANTE-TROISIÈME ANNIVERSAIRE
DU SOULÈVEMENT NATIONAL TIBÉTAIN**

Il y a soixante-trois ans, en ce jour de 1959, les Tibétains de Lhasa se sont soulevés pour protester pacifiquement contre l'occupation du Tibet par le gouvernement chinois. Ce jour marque également le quatorzième anniversaire des protestations non violentes des Tibétains, qui ont déferlé sur le Tibet à partir de mars 2008. Nous rendons hommage aux hommes et aux femmes courageux du Tibet qui ont sacrifié leur vie pour notre cause spirituelle et politique, et nous sommes solidaires des Tibétains qui continuent de subir une grande oppression au Tibet.

Dans sa longue histoire, le Tibet a atteint la suprématie sous le règne des Trois Grands Rois religieux. Même après sa désintégration, la religion bouddhiste du Tibet jouissait, en Asie de l'Est, d'une influence égale à celle de la puissance militaire de la Mongolie et du pouvoir politique de la Chine. Le Tibet a partagé une relation de « prêtre-patron » avec les empires qui l'ont occupé et les empires chinois successifs, jouissant la plupart du temps d'un respect et d'une harmonie mutuels.

Lorsque les communistes chinois ont pris le pouvoir le 1^{er} octobre 1949, ils ont annoncé la soi-disant "libération pacifique" du Tibet. Peu après, en 1950, les forces communistes chinoises ont attaqué Chamdo et vaincu l'armée tibétaine. L'ensemble du Tibet a été placé, pour la première fois, sous son occupation après avoir contraint les Tibétains à signer l'Accord en 17 points en 1951. Bien que Sa Sainteté le Dalaï Lama et le gouvernement tibétain aient fait tous les efforts possibles pour coopérer avec le gouvernement chinois sur la base de cet accord, les bases d'une coexistence pacifique ont été brisées par l'oppression constante de l'armée chinoise. Sa Sainteté le Dalaï Lama, suivi par quelque 80 000 Tibétains, n'a eu d'autre choix que de partir en exil.

Au cours des deux décennies suivantes, le Tibet a connu la période la plus sombre de son histoire. L'avènement des "réformes démocratiques" dans les provinces tibétaines du Kham et de l'Amdo en 1956 a entraîné la destruction de monastères et l'arrestation de lamas et de moines. À cette époque, le gouvernement chinois n'avait pas de politique claire sur les questions ethniques. Toutefois, cela a rapidement changé lorsque Mao Zedong, s'inspirant de la révolte de 1958 des Tibétains et des Salars dans le comté de Yadzi, en Amdo, a fait remarquer que la question de la nationalité était essentiellement une question de classe. Il a déclenché un cycle sans fin de campagnes désastreuses au nom de la répression de la révolte, des réformes démocratiques et de la Révolution culturelle. Ce fut le véritable début du génocide culturel au Tibet, entraînant la mort de 1,2 million de Tibétains et la destruction de plus de 6 000 monastères.

Les années 1980 ont été marquées par la politique de réforme et d'ouverture en Chine, par l'annonce de la quatrième Constitution de la République populaire de Chine et de la loi sur l'autonomie régionale nationale. En outre, l'adoption d'une série de règlements dans les préfectures et les comtés autonomes tibétains a fourni un support juridique pour garantir la mise en œuvre des politiques libérales

telles que la restauration des monastères, la reprise des études religieuses des moines et des nonnes, la promotion de la langue tibétaine, le développement des cadres tibétains et la propriété des terres. De même, l'envoi de délégations d'enquête et de missions exploratoires tibétaines depuis l'Inde, ainsi que l'ouverture du Tibet aux Tibétains pour qu'ils puissent rencontrer leur famille et leurs proches, ont apporté une lueur d'espoir pour la résolution du conflit sino-tibétain.

Cependant, la situation au Tibet s'est détériorée après la purge des dirigeants chinois à l'esprit libéral comme Hu Yaobang, la mort soudaine du 10^e Panchen Lama, l'imposition de la loi martiale pour réprimer les manifestations pacifiques du peuple tibétain à Lhassa, l'écrasement du mouvement démocratique des étudiants de Tiananmen et l'impasse dans le processus de dialogue entre les gouvernements tibétain et chinois. En particulier, à partir des années 1990, le gouvernement chinois a mené une politique de ligne dure pour renforcer son contrôle sur le Tibet. Au nom du développement des infrastructures au Tibet, il a accéléré le transfert de population chinoise vers le Tibet et augmenté le nombre de cadres chinois dans les administrations des régions tibétaines. De même, sous couvert d'éducation obligatoire, l'extermination des lignées monastiques ainsi que l'action du comité de gestion démocratique pour le contrôle des monastères ont été renforcées.

Le contrôle du Tibet par la Chine est devenu plus aisé après le lancement du programme de développement occidental. Des programmes de développement à grande échelle au profit des migrants chinois et l'exploitation des ressources minérales du Tibet ont été poursuivis. La promotion de la langue chinoise sous le couvert de la politique d'éducation bilingue a encore affaibli la langue tibétaine. Le gouvernement chinois a poursuivi une politique visant à usurper l'autorité légitime chargée de choisir la réincarnation des bouddhas vivants afin de contrôler le peuple tibétain.

Ces politiques ont culminé avec les manifestations pacifiques sans précédent organisées par les Tibétains dans les trois provinces traditionnelles du Tibet en 2008. Le gouvernement chinois a brutalement réprimé ce soulèvement, faisant des centaines de morts et des milliers d'arrestations parmi les Tibétains. Cette répression s'est traduite par un déploiement massif de forces armées et par une restriction des déplacements des Tibétains dans tout le pays. La politique visant à faire du chinois la langue d'enseignement dans les écoles a été accélérée et la campagne d'"éducation patriotique" dans les monastères a été renforcée. En conséquence, depuis 2009, dans tout le Tibet 156 Tibétains se sont immolés par le feu en signe de protestation, réclamant le retour de Sa Sainteté le Dalai Lama au Tibet et la liberté pour les Tibétains. Le processus de dialogue sino-tibétain a également abouti à une impasse en 2010.

Aujourd'hui, notre plus grande préoccupation est la sinisation systématique en cours de la nouvelle génération de Tibétains au Tibet. En 2011, certains conseillers politiques du Parti communiste chinois ont appelé à l'abrogation du système national d'autonomie régionale et à l'adoption de la soi-disant "deuxième génération de politiques ethniques" pour affaiblir les identités des 56 nationalités et renforcer une identité nationale chinoise unique. Ils demandent la

révocation des politiques préférentielles pour les minorités ethniques, encouragent l'assimilation ethnique, imposent l'utilisation de la langue chinoise et la fermeture des écoles pour les nationalités. Ces mesures sont aujourd'hui réellement mises en œuvre au Tibet.

En 2012, le gouvernement chinois a dû revenir sur sa politique de fusion des écoles primaires des villages en internats après avoir fait face à de fortes protestations en Chine. Toutefois, le Conseil d'État chinois a publié un décret en 2015 rendant obligatoire pour les enfants des zones ethniques d'étudier, de vivre et de grandir dans le système des internats. On estime qu'environ 78 % de l'ensemble des élèves du Tibet ont été contraints de vivre dans les internats en 2019.

De même, en août 2021, le ministère chinois de l'Éducation a publié un décret visant à mettre en œuvre le "Plan d'homophonie pour la langue commune des enfants d'âge préscolaire" dans les zones ethniques et rurales au cours du 14^e plan quinquennal. Ce plan prévoit que les enfants d'âge préscolaire doivent apprendre le mandarin à l'oral et à l'écrit afin de jeter de bonnes bases pour l'enseignement obligatoire. De même, la langue utilisée pour l'examen de recrutement pour les emplois gouvernementaux dans les zones tibétaines est passée du tibétain au chinois.

Une telle politique visant à priver les enfants tibétains de leur droit d'apprendre leur langue, qui est au cœur de leur identité, de leur culture et de leur religion, aura de graves répercussions au cours des deux prochaines décennies.

La privation systématique du droit d'apprendre et d'utiliser sa propre langue constitue une violation flagrante des droits des nationalités minoritaires inscrits dans la constitution chinoise et la loi sur l'autonomie régionale nationale. Elle montre aussi clairement comment le gouvernement chinois viole diverses déclarations nationales et internationales sur la protection des langues, notamment la déclaration de la Conférence mondiale sur la protection des ressources linguistiques qui s'est tenue en septembre 2018 à Changsha en Chine, la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones et le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, qu'il a signé.

Nous respectons la constitution de la République populaire de Chine car elle défend l'égalité des nationalités et garantit les droits fondamentaux des minorités. Cependant, pour promouvoir la langue chinoise, le Comité permanent de l'Assemblée nationale populaire de Chine a abrogé, en décembre 2021, les dispositions constitutionnelles relatives aux droits des nationalités à enseigner leurs propres langues. Il s'agit d'une mauvaise interprétation et d'un abus flagrant des principes de la constitution chinoise.

Nous respectons le peuple chinois et sa culture. Mais nous ne pouvons pas nous accepter comme une seule et même nationalité chinoise, car le peuple tibétain est une race distincte issue de ses six tribus ancestrales originales et possède une culture profondément influencée par la tradition Bon et le bouddhisme.

Si le gouvernement chinois souhaite gagner l'amour et la loyauté du peuple tibétain envers la République populaire de Chine, il doit mettre fin à la violation des droits de l'homme des Tibétains et à l'anéantissement de l'identité tibétaine

en respectant sa propre constitution. La République populaire de Chine doit accepter le fait historique que les Tibétains et les Chinois ont vécu en voisins dans l'harmonie et l'entraide. Elle doit cesser de penser et d'agir de manière à susciter l'hostilité entre Tibétains et Chinois, et au contraire prêter attention aux aspirations des Tibétains.

Bien que le peuple tibétain ait fait connaître ses véritables aspirations au cours des 63 dernières années, le gouvernement chinois continue de mener des politiques contraires. Aujourd'hui, au nom de la construction d'infrastructures et de réserves naturelles, les nomades et les agriculteurs tibétains sont contraints de se déplacer, modifiant ainsi par la force leur environnement de vie traditionnel. Cette délocalisation se fait également sous le couvert de la réduction de la pauvreté, de la formation et du transfert des "travailleurs ruraux excédentaires". Les étudiants tibétains sont envoyés travailler en Chine dans le cadre de sa campagne d'assimilation. De même, les mariages entre Tibétains et Chinois sont encouragés sous le slogan de "modèles pour l'harmonie ethnique".

Le gouvernement chinois athée continue d'interférer dans la tradition bouddhiste tibétaine des réincarnations, de contrôler les monastères et de restreindre l'apprentissage académique et la libre circulation des moines et des nonnes. Sous couvert de faire en sorte que "le bouddhisme tibétain s'adapte à la société socialiste et se développe dans le contexte chinois", le gouvernement chinois a interdit la diffusion de contenus religieux en ligne et continue de démolir des statues bouddhistes à Drakgo, et à vouloir fermer de force le monastère de Kharmar dans le Kham. De même, les arrestations arbitraires et l'emprisonnement d'intellectuels tibétains, tels que Go Sherab Gyatso, d'écrivains, d'enseignants, d'étudiants et de militants des droits de l'homme et de l'environnement se poursuivent sans relâche. On signale également la destruction de temples et de stupas bouddhistes tibétains en Chine, les dépouillant de leur architecture traditionnelle, des écrits et des peintures murales tibétaines.

L'Administration centrale tibétaine espère trouver une solution mutuellement acceptable au statut futur du Tibet par le biais d'un dialogue basé sur l'approche de la voie du milieu, en particulier en exhortant le gouvernement chinois à corriger ses mauvaises politiques. Nous sommes prêts à engager des discussions pour rechercher une solution durable fondée sur l'égalité, l'amitié et les avantages mutuels.

Jusqu'à ce que le conflit sino-tibétain soit résolu, en tant que porte-parole libres de nos frères au Tibet, nous ferons tout notre possible pour utiliser des moyens axés sur les résultats afin de porter la question de la répression et de l'extermination de l'identité tibétaine par le gouvernement chinois à l'attention des parlements, des gouvernements, des groupes de réflexion et des médias du monde entier par le biais de la campagne volontaire de défense du Tibet et par d'autres moyens.

Malgré la répression menée par la Chine, les Tibétains de l'intérieur restent inébranlables dans leur détermination et leur courage à préserver leur religion, leur culture, leur langue et protéger l'environnement naturel. Leur esprit est l'épine dorsale de notre détermination. La responsabilité prise par nos compatriotes au Tibet est un droit humain inhérent, en accord par ailleurs avec la

constitution chinoise. Par conséquent, il est d'une importance capitale de poursuivre la lutte pour le droit de préserver notre identité avec une détermination inébranlable. En gardant à l'esprit les politiques du gouvernement chinois au Tibet, les Tibétains en exil doivent redoubler d'efforts pour préserver notre culture et notre identité.

Les Tibétains en exil ont obtenu des résultats remarquables dans la mise en place d'une administration efficace sous la direction et le leadership de Sa Sainteté le Grand 14^e Dalaï Lama. Nous devons tendre nos efforts pour la maintenir.

Saisissant l'occasion, nous souhaitons adresser nos remerciements les plus sincères à diverses nations, en particulier au gouvernement central de l'État indien, ainsi qu'aux groupes de soutien au Tibet, pour avoir soutenu la cause tibétaine au cours des 60 dernières années. Nous remercions le gouvernement américain pour la récente nomination du coordinateur spécial pour les questions tibétaines. Nous demandons instamment aux nations partageant les mêmes idées de soutenir l'approche de la Voie du milieu pour résoudre la question du Tibet en reconnaissant le véritable statut historique du Tibet.

Comme Michelle Bachelet, Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, doit se rendre au Xinjiang en mai, nous demandons instamment au Haut-Commissaire de se rendre également au Tibet.

Nous adressons nos prières à Tsewang Norbu, un chanteur tibétain bien connu de 26 ans, qui, selon les médias, est mort après s'être immolé à Lhasa le 25 février. Cependant, en raison des lourdes restrictions et de la surveillance imposées par le gouvernement chinois, nous n'avons pas pu obtenir d'informations sur son état de santé. En cette période critique de notre lutte, la perte de la vie d'un seul Tibétain patriote est une perte irréparable pour notre cause. Puisque la vie de chaque Tibétain est précieuse, nous devons rester en vie et contribuer à notre cause spirituelle et politique.

Nous célébrons également ce jour à l'ombre de la guerre déclenchée par l'invasion de l'Ukraine. Nous exprimons nos prières pour ceux qui ont perdu la vie et ceux qui ont été blessés dans ce conflit, et nous sommes solidaires avec plus de 2 millions de réfugiés ukrainiens. Nous prions également pour la fin immédiate de la pandémie mondiale et des autres conflits causés par l'homme, et nous souhaitons que l'humanité vive dans la paix et le bonheur.

Enfin, je prie pour la longue vie de Sa Sainteté le Dalaï Lama et l'accomplissement spontané de ses souhaits. Que la vérité de la cause du Tibet prévale.

Le Kashag

10 mars 2022

Note : Ceci est une traduction de la déclaration publiée en tibétain. S'il y a une différence entre celle-ci et l'original tibétain, veuillez considérer ce dernier comme définitif et faisant autorité.